



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Valérie Cops, Pascale Despineto,
Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus,
Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie
Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick
Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
Christian Coppens, *Échevin(e)* ;
Véronique Jamouille, *Conseiller communal*.

Séance du 26.02.15

#Objet : Question orale de Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)#

Séance publique

Secrétariat

Concerne : La gestion de la commune dans le dossier de la transformation des anciens bâtiments «Sodexho» en immeubles mixtes (appartements et bureaux).

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Dans le projet de transformation des immeubles de bureaux Sodexho en immeubles de logements et bureaux situés rue du Moulin à Papier de 49 à 53 et rue Charles Lemaire 1, l'enquête publique et les mesures spécifiques de publicité ont eu lieu.

40 lettres de réclamations venant des riverains sont parvenues à la commission de concertation qui s'est tenue le jeudi 24 avril 2014.

Ces réclamations portaient principalement sur :

1. Les problèmes de mobilité qui seraient engendrés par le ratio de 1,3 places de parking par logement ;
2. L'étage supplémentaire prévu par les plans qui ont été proposés par la S.A. SPI PARC SENY et qui causerait une détérioration de l'ensoleillement des habitations appartenant aux riverains ;

La commission de concertation a émis un avis favorable au dossier.

L'AATL et l'IBGE demandant néanmoins de réduire le 6^{ème} étage et de porter à 1,5 le ratio de places de parking par logement, alors que City Dev et la commune d'Auderghem demandaient de supprimer le 6^{ème} étage et de porter à 1,7 le ratio de place de parking par logement.

Il me revient que le Collège communal avait souhaité émettre un avis défavorable mais que son avis ayant été remis « hors-délai » au sein de la commission de concertation, il avait été « de facto » réputé favorable.

Le fonctionnaire délégué, à la Région, a par la suite émit un avis positif sur le projet.

Afin de réparer sa première erreur, il me revient également que, le Collège des bourgmestre et échevins aurait introduit une demande de recours au Collège de l'urbanisme. Néanmoins, de manière toute à fait surprenante, la commune « se serait loupée » en ne respectant pas, l'article 170 du CoBAT qui stipule que le recours doit être envoyé par recommandé.

Elle l'aurait, selon mes informations, envoyé par porteur.

Au regard du nombre de recours au Collège de l'urbanisme qui sont déposés par la Commune d'Auderghem, cela me paraît tout à fait surprenant.

Conformément à la norme, le Collège de l'urbanisme, ayant je le rappelle, un magistrat comme président, a considéré que le recours de la commune était, très logiquement, irrecevable.

Les riverains, de la rue du Moulin à papier et de la rue Charles Lemaire voient donc leur sort lié à la décision quasi-finale du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur base de l'avis (sic) du Collège de l'Urbanisme.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

- Pouvez-vous me confirmer les manquements de la commune ?
- Pouvez-vous m'en donner l'explication ?
- Comme la commune l'a déjà fait par le passé, serait-il envisageable qu'elle finance le recours d'un des riverains au Conseil d'Etat afin qu'ils puissent faire valoir leurs arguments quant au projet ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Muriel Koch

- **M. Schoonbroodt, Secrétaire communal, prend la parole.**

Madame la Conseillère a clairement exposé, dans sa question, les deux importants problèmes que le traitement de la demande de permis d'urbanisme introduite par l'immobilière Parc Seny a connus :

- un avis de la commune émis tardivement ;
- un mode d'introduction du recours contre le permis d'urbanisme sujet à discussion.

Je ne veux pas me voiler la face. L'impression qui s'en dégage est calamiteuse car certains citoyens peuvent légitimement en retirer l'impression que soit le dossier a été saboté volontairement soit sa gestion frise l'incompétence manifeste.

Chacun des manquements évoqués trouve sa source dans un mode de fonctionnement pertinent et opportun pour le traitement de la majorité des dossiers mais ces pratiques administratives se sont révélées dysfonctionnelles parce que nous n'avons pu, à l'administration, soit nous en dégager soit réagir suffisamment vite.

En ce qui concerne l'avis sous conditions émis par le collège, il apparaît, après contrôle interne, que le collège a été saisi trop tard d'une proposition d'avis conditionnel et que les membres du collège n'ont pas été avisés de l'épuisement du délai qui leur était imparti pour se prononcer.

L'absence de respect scrupuleux des délais s'explique par le fait que sur les quelques 220 à 230 demandes de permis d'urbanisme que gère le service annuellement, il privilégie la construction d'un consensus avec les autorités régionales, le demandeur et les riverains. Cette construction d'un consensus prime sur le respect scrupuleux des délais qui, souvent, ne laissent pas place au temps nécessaire pour élaborer un dialogue de fond et pour construire des alternatives acceptables par toutes les parties à un projet de permis.

La gestion de la demande de permis d'urbanisme de l'immobilière Parc Seny sous un mode moins procédural et davantage orientée vers le consensus s'est avérée inadéquate ici car la Région s'est, dès l'entame du dossier, mise dans une posture de rapports de force et a joué la procédure contre l'administration communale. Cela n'a pas été perçu par les gestionnaires du dossier.

Pour l'avenir, les dispositions ont été prises en interne pour que le collège soit clairement et systématiquement informé des situations dans lesquelles un délai d'avis sanctionné, en cas de dépassement, par un avis tacitement favorable s'impose à lui. Par ailleurs, un examen du nombre et de la nature des dossiers de demande de permis d'urbanisme ayant abouti à un contentieux soit devant le Conseil d'État soit devant le Gouvernement est en cours afin de voir si l'on peut dégager des points communs entre tous ces contentieux, points communs qui serviraient d'indices ou d'indicateurs pour les nouveaux dossiers en vue, très rapidement, de les gérer sur un mode beaucoup plus procédural et moins orienté vers la construction d'un consensus à tout prix.

Le collège sera saisi des conclusions de cet examen interne fin du mois de mars-début avril.

Vous avez également raison, Madame la Conseillère, quand vous soulignez que le collège, avisé de ce manquement, a souhaité réagir en introduisant un recours contre le permis d'urbanisme délivré par le fonctionnaire délégué.

Mais, là également, notre pratique de gestion de litiges a abouti à alourdir le contentieux plutôt qu'à le mener en bonne voie.

Nous faisons appel à une avocate spécialisée en matière d'urbanisme au terme d'un appel à la concurrence renouvelé tous les trois ans. Nous tenons à choisir le cabinet d'avocats spécialisés en matière d'urbanisme en fonction de différents critères dont une politique scrupuleuse de conflit d'intérêts tant la matière de l'urbanisme peut être sujette à des suspicions multiples. C'est cette politique de gestion scrupuleuse des conflits d'intérêts qui n'a pas permis de gérer correctement le recours en matière d'urbanisme. L'avocate habituelle s'est effectivement rendu compte que certains associés de son cabinet étaient conseils du promoteur intéressé par le permis d'urbanisme Parc Seny.

Dans ce cas de figure, nous avons un avocat en deuxième ligne. Hélas, lui également était en situation de conflit d'intérêts car il est l'avocat habituel de la Région. Confronté à un permis délivré par le fonctionnaire délégué, il ne pouvait agir pour la commune.

Le service juridique a donc dû reprendre en main extrêmement rapidement le contentieux et de manière imprévue. Pour s'assurer que le recours en matière d'urbanisme soit, de manière certaine et incontestable bien reçu par la Région, il a été demandé que la procédure habituelle d'introduction du recours soit doublée d'un dépôt par porteur du recours. Et dans les faits, le dépôt par porteur a été compris comme se substituant à l'envoi par recommandé et pour une raison bien simple : lorsque nous envoyons des pièces à la tutelle, nous procédons soit par porteur soit par recommandé. Dans la précipitation, le service d'envoi n'a pas fait la distinction dans la pratique entre l'envoi à la Région d'un recours et l'envoi à la Région de dossiers tutelle.

Cela dit, il existe de la jurisprudence du Conseil d'État que nous invoquons devant le gouvernement et qui permet de conclure que l'envoi recommandé ne s'impose que pour donner une date certaine au recours en sorte que, s'il y a d'autres procédés qui présentent une garantie équivalente de date certaine, le recours doit être déclaré comme recevable.

À ce sujet, vous affirmez que, « logiquement », le collège urbanisme a conclu à l'irrecevabilité du recours. Or, justement, le collège d'urbanisme n'a pas agi logiquement : il a d'abord accusé réception de notre recours, attestant ainsi clairement qu'il l'avait reçu, pour conclure ensuite à son irrecevabilité.

À ce jour, nous attendons toujours la décision du gouvernement et si, sur ce point de procédure, nous n'obtenons pas gain de cause, nous estimons avoir des chances réelles devant le Conseil d'État.

À moins que mes réponses ne suscitent encore davantage d'interrogations dans le chef des membres du conseil, j'en ai terminé avec mon intervention, Monsieur le Président.

• **M. Lefebvre, Echevin de l'Urbanisme, prend la parole.**

Je crois utile mentionner tout d'abord que la situation de ce dossier a fait l'objet d'une réunion d'information publique auxquels étaient conviés les riverains et toutes les personnes s'étant exprimées au cours de l'enquête publique.

Monsieur le Secrétaire communal vous a exposé les faits qui ont conduit à deux erreurs administratives que, bien évidemment, nous regrettons.

La position de la Commune dans ce projet a été invariable: pour faire bref, favorable au changement d'affectation de l'immeuble mais opposition ferme à l'augmentation de son gabarit, à un quota de parkings insuffisant et à une clôture trop haute. Cette position a été celle émise majoritairement en Commission de concertation et reprise par le Collège. Même si cette dernière a été communiquée tardivement, elle était néanmoins bien connue de la Région qui a délivré le permis 4 mois plus tard. La Région a fait peu de cas ces avis et donc aussi de celui de la Commission de Concertation. Elle n'a apporté que des retouches très mineures au projet.

Le recours au Gouvernement a fait l'objet d'un avis du Collège d'urbanisme qui refuse de l'examiner pour des questions de forme que nous contestons. Les motifs de notre contestation ont été transmis au Gouvernement. Nous attendons sa position.

Comme cela a été dit lors de la réunion publique, dès que l'issue du recours au Gouvernement sera connue, si nécessaire, le Collège introduira un recours au Conseil d'Etat en s'associant avec des riverains les plus à même de justifier d'un intérêt à faire valoir. Les dispositions seront prises pour que la Commune supporte les frais financiers de ce recours.

• **M. Gosuin, Conseiller communal, prend la parole.**

Il estime que le problème ne réside pas principalement dans le non-respect des règles de délais ou de forme de notification de tel ou tel acte.

Il est plus fondamental.

La commune a émis un avis assorti de ses conditions clairement exprimées et elle l'a émis à temps en présence de la Région qui en a eu connaissance valablement : c'était lors de la commission de concertation.

S'appuyant sur la procédure créée sous la précédente législature régionale, la Région utilise cette procédure pour écarter et ignorer l'avis de la commune comme des habitants. La procédure est utilisée ici pour occulter l'opinion des habitants et de la commune et exonérer la Région d'expliquer sa position.

On crée ainsi un sentiment de « démocratie inutile » : les habitants et diverses autorités (ici, la commune et Citydev) sont libres de s'exprimer et leur avis parvient aux oreilles de l'autorité régionale mais sans plus. S'appuyant sur une argutie procédurale, elle joue la forme contre le fond.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 27 mars 2015

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Nathalie Masset, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Christophe Magdalijs, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Christian Coppens, <i>Schepen</i> ; Véronique Jamouille, <i>Gemeenteraadslid</i> .

Zitting van 26.02.15

#Onderwerp : Vraag van Mevrouw Muriel Koch, Gemeenteraad (cdH+)#

Openbare zitting

Secretariaat

Betreft: het optreden van de gemeente in het dossier van de ombouw van de vroegere «Sodexho» gebouwen tot gemengde panden (appartementen en kantoren).

Heer burgemeester,

Dames en heren schepenen,

Waarde collega's,

In het project voor de ombouw van de Sodexho kantoorgebouwen tot woon- en kantoorpanden in de Papiermolenstraat 45 tot 53 en in de Charles Lemairestraat 1, zijn het openbare onderzoek en de specifieke bekendmakingmaatregelen gebeurd.

Er zijn 40 brieven met klachten van de bewoners binnengelopen voor de overlegcommissie van donderdag 24 april 2014.

Deze klachten hadden voornamelijk betrekking op:

1. De mobiliteitproblemen die zouden veroorzaakt worden door de ratio van 1,3 parkeerplaatsen per woning;
2. De extra verdieping die werd voorzien in de plannen die voorgelegd werden door de N.V. SPI PARC SENY en die zou leiden tot kariger zonlicht voor de aan de bewoners toebehorende appartementen;

De overlegcommissie heeft een gunstig advies uitgebracht voor het dossier.

BSO en het BIM vroegen toch de 6^{de} verdieping te verkleinen en de ratio van de parkeerplaatsen op 1,5 per woning vast te leggen, terwijl City Dev en de gemeente Oudergem vroegen de 6^{de} verdieping te schrappen en de ratio van de parkeerplaatsen op 1,7 per woning te brengen.

Naar verluidt wilde het schepencollege een ongunstig advies uitbrengen, maar werd het advies «buiten

termijn» bij de overlegcommissie ingediend zodat het «de facto» gunstig geacht werd.

De gemachtigde ambtenaar van het Gewest heeft vervolgens het project een gunstig advies verleend.

Naar verluidt zou het schepencollege, om zijn eerste fout goed te maken, ook een beroepschrift bij het Stedenbouwkundig College ingediend hebben, maar zou de gemeente, op heel verassende wijze, daarbij «geflaterd hebben», door artikel 170 van het BWRO, dat bepaalt dat verhaal per aangetekend schrijven moet ingediend worden, niet na te leven.

Volgens mijn inlichtingen zou het per drager gestuurd zijn geweest.

In het licht van de vele beroepschriften bij het Stedenbouwkundig College die door de gemeente Oudergem ingediend worden, lijkt mij dat uiterst eigenaardig.

In overeenstemming met de norm heet het Stedenbouwkundig College dat, ter herinnering, door een magistraat voorgezeten wordt, zeer logisch het verhaal van de gemeente dan ook als onontvankelijk beschouwd.

De bewoners van de Papiermolenstraat en de Charles Lemairestraat zien hun lot dus gebonden aan de vrijwel uiteindelijke beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op grond van het advies (sic) van het Stedenbouwkundig College.

Dames en heren van het schepencollege,

- Kunt u mij de tekortkomingen van de gemeente bevestigen?
- Kunt u mij er een uitleg voor geven?
- Zoals de gemeente het in het verleden al gedaan heeft, zou het mogelijk zijn het verhaal van één van de bewoners bij de Raad van State te financieren, om ze toe te laten hun argumenten betreffende het project te laten gelden?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Muriel Koch

- **De heer Schoonbroodt, gemeentesecretaris, neemt het woord.**

Mevrouw gemeenteraadslid heeft duidelijk de twee belangrijke problemen uiteengezet die de behandeling van de door Immobilière Parc Seny ingediende aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning gesteld heeft:

- een laattijdig door de gemeente uitgebracht advies;
- een voor discussie vatbare manier van indienen van verhaal tegen de stedenbouwkundige vergunning.

Ik ga er geen doekjes om winden. De indruk die ervan uitgaat is rampzalig, want bepaalde medeburgers mogen er terecht de indruk van overhouden dat, ofwel het dossier vrijwillig gesaboteerd werd, ofwel dat de behandeling ervan duidelijk een schrijnend gebrek aan vaardigheid vertoont.

Elk van de aangeklaagde tekortkomingen vindt haar oorsprong in een relevante en passende werkwijze voor de behandeling van de meeste dossiers, maar die bestuurspraktijken zijn hier niet functioneel gebleken omdat wij, bij het bestuur, er ons niet konden aan onttrekken of niet voldoende snel konden reageren.

Voor wat betreft het door dit College uitgebrachte advies onder voorwaarden blijkt, na interne controle, dat het college te laat gevat werd met een ontwerp van voorwaardelijk advies en dat de leden van het college niet op de hoogte waren van het verstrijken van de termijn die hen toegekend werd om zich uit te spreken.

Het gebrek aan nauwgezet naleven van de termijnen kan uitgelegd worden door het feit dat er, bij de 220 tot

230 aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning die de dienst jaarlijks behandelt, voorkeur gegeven wordt aan het opbouwen van een consensus tussen de gewestelijke overheden, de aanvrager en de bewoners. Dit opbouwen van een consensus primeert op het nauwgezet naleven van de termijnen, dat vaak niet genoeg ruimte laat voor de tijd die nodig is om een grondige dialoog op te starten en een alternatief uit te werken dat aanvaardbaar is voor alle partijen van een ontwerpvergunning.

De behandeling van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning vanwege de Immobilière Parc Seny, volgens een minder procedurele en meer op consensus gerichte wijze is hier ontoereikend gebleken, want het Gewest heeft zich, vanaf de aanzet van dit dossier, een machtsverhouding ioegemeten en heeft de procedure tegen het gemeentebestuur uitgespeeld. De dossierbeheerders hebben dat niet gemerkt.

Voor de toekomst werden er intern schikkingen genomen om het college duidelijk en systematisch te informeren over toestanden waarin hem, overschrijding van een adviestermijn afgestraft wordt met hem opgelegd stilzwijgend gunstig advies. Er is overigens een onderzoek aan de gang naar het aantal en de aard van de dossiers vza aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning dat geleid heeft tot een geschil voor de Raad van State dan wel voor de Regering, om te zien of er tussen al die geschillen gemeenschappelijke punten kunnen gevonden worden, die dan zouden dienen als indices of indicatoren voor de nieuwe dossiers, om ze zeer snel te beheren volgens een veel meer procedurele manier, die minder gericht is op het opbouwen van een consensus ten allen prijze.

Het college zal eind maart-begin april de besluiten van dit onderzoek krijgen.

U hebt eveneens gelijk, mevrouw het gemeenteraadslid wanneer u onderstreept dat het college, op de hoogte gebracht van die tekortkoming, heeft willen reageren door tegen de door de gemachtigde ambtenaar verleende stedenbouwkundige vergunning verhaal heeft willen indienen.

Maar ook daar heeft de manier waarop wij geschillen beheren ertoe geleid heeft de betwisting nog te verzwaren; eerder dan ze op de goede weg te zetten.

Wij doen beroep op een advocate, die gespecialiseerd is in stedenbouwkundige zaken, op grond van een uitnodiging tot inschrijving die om de drie jaar vernieuwd wordt. Wij kiezen een advocatenkantoor dat gespecialiseerd is in stedenbouwkundige zaken, volgens verschillende criteria, waaronder een nauwgezet beleid inzake belangenvermenging, want stedenbouwzaken kunnen onder talrijke vermoedens lijden. Het is dat beleid van nauwgezet beheer van belangenvermenging dat ons verhinderd heeft het verhaal inzake stedenbouw correct te beheren. De gebruikelijke advocate is inderdaad tot de bevinding gekomen dat bepaalde vennoten van haar kantoor raadsliden waren van ontwikkelaar die belang had bij de stedenbouwkundige vergunning voor het Seny-park.

Voor een dergelijk geval hebben wij een weedelijn advocaat. Helaas zat die ook in een belangenvermenging, want hij is de gebruikelijke advocaat van het Gewest. Ten aanzien van een door de gemachtigde ambtenaar afgeleverde stedenbouwkundige vergunning mocht hij niet optreden voor de gemeente.

De juridische heeft dus het geschil uiterst snel en onvoorzien weer ter hand moeten nemen. Om zeker te zijn dat het verhaal inzake stedenbouw zeker en onbetwistbaar door het Gewest ontvangen werd, werd gevraagd de gebruikelijke verhaalprocedure te ontdebelen met afgifte van het verhaal door een drager. En in de feiten werd de afgifte door een drager begrepen als vervangend voor een aangetekende zending, en dit om een heel eenvoudige reden : wanneer wij stukken naar de voogdij sturen doen wij dat door drager of bij aangetekende schrijven. In de haast heeft verzendingdienst geen onderscheid gemaakt tussen de praktijk van het sturen van een verhaal aan het Gewest en het sturen van voogdij dossiers aan het Gewest.

Dit gezegd zijnde bestaat er rechtspraak van de Raad van State die wij voor de regering inroepen die toelaat te besluiten dat een aangetekende zending slechts opgelegd wordt om een zekere datum te geven aan het verhaal, zodat, als er andere werkwijzen bestaan die een gelijkwaardige waarborg van zekere datum opleveren, het verhaal ontvankelijk dient verklaard te worden.

In dit verband beweert u dat het stedenbouwkundige college « logischerwijze» tot de onontvankelijkheid

van het verhaal besloten heeft. Welnu, het stedenbouwkundig college heeft precises niet logisch gehandeld: het hoofd in de eerste plaats de ontvangst van ons verhaal bevestigd, en zo duidelijk getuigd dat het het verheer ontvangen had, om tenslotte te besluiten tot de ontvankelijkheid ervan.

Tot vandaag wachten wij nog altijd op de beslissing van de regering en als wij opdat procedurepunt geen gelijk krijgen, dan oordelen wij dat wij goede kansen hebben voor de Raad van State.

Tenzij mijn antwoorden nog meer vragen doen rijzen, sluit ik hier mijn tussenkomst af, heer voorzitter.

• **De heer Lefebvre, Schepen van stedenbouw, neemt het woord.**

Ik denk dat het nuttig is in de allereerste plaats te vermelden dat de toestand van dit dossier het voorwerp uitgemaakt heeft van een openbare voorlichtingsvergadering waarop de bewoners, evenals alle personen die zich tijdens het openbare onderzoek geuit hadden, uitgenodigd waren.

De heer gemeentesecretaris heeft u de feiten uiteengezet die geleid hebben tot twee bestuurlijke vergissingen, wat wij uiteraard betreuren.

Het standpunt van de gemeente betreffende dit project is onveranderd gebleven; om het kort te houden, voor de verandering van de aanwending van het pand, maar stevig gekant tegen de vergroting van zijn omvang, tegen een onvoldoend aantal parkeerplaatsen en tegen een te hoge omheining. Dit standpunt is wat de meerderheid in de overlegcommissie geuit heeft en dat door het college overgenomen werd. Zelfs als dit laatste laattijdig overgemaakt werd, was het toch wel bekend bij het Gewest dat de vergunning vier maanden later uitgereikt heeft. Het Gewest heeft weinig of geen belang gehecht aan die adviezen en dus ook aan dat van de overlegcommissie. Het heeft slechts zeer minimale wijzigingen aan het project aangebracht.

Het verhaal bij de regering heeft het voorwerp uitgemaakt van een advies van het Stedenbouwkundig College, dat weigert het te onderzoeken, omwille van vormproblemen die wij betwisten. De redenen voor onze betwisting werden aan de regering overgemaakt. Wij wachten op haar stellingname.

Zoals gezegd tijdens de openbare vergadering, zodra de uitkomst van het verhaal tegen de regering zal gekend zijn, zal het college indien nodig verhaal aantekenen bij de Raad van State, in vereniging met de bewoners die het best geplaatst zijn om een rechtmatig belang te laten gelden. De nodige schikkingen zullen getroffen worden om de gemeente de financiële kosten van dit verhaal te laten dragen.

• **De heer Gosuin, gemeenteraadslid, neemt het woord.**

Hij oordeelt dat het probleem niet hoofdzakelijk berust bij het niet naleven van termijnregels of de vorm van betekening van een of andere akte.

Het is meer fundamenteel.

De gemeente heeft een advies uitgebracht, samen met duidelijk uitgedrukte voorwaarden, en zij heeft het tijdig uitgebracht in aanwezigheid van het Gewest, dat er geldig kennis van gekregen heeft ; het was tijdens de overlegcommissie.

Steunend op de procedure ingevoerd tijdens de vorige gewestelijke regeerperiode, gebruikt het Gewest die procedure om het advies van de gemeente en de inwoners af te wijzen en te miskennen. De procedure wordt hier gebruikt om de mening van de inwoners en van de gemeente weg te moffelen en het Gewest ervan te ontslaan zijn standpunt uiteen te zetten.

Zo ontstaat er een gevoel van « nutteloze democratie » ; de bewoners en verschillende overheden (hier de gemeente en Citydev) mogen zich vrijelijk uitspreken en hun advies bereikt de oren van de gewestelijke overheid, maar zonder meer. Zich steunend op een procedurele onrechtvaardigheid speelt zij de vorm uit tegen de grond.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 maart 2015

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs